

Unité Départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44263 NANTES
Mél : ud44.dreal-pays-loire@developpement-durable.gouv.fr

NANTES, le 07/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

125 rue Robert Schuman
BP 70053
44800 Saint-Herblain

Références : N1-2022-1146-Rap_Insp
Code AIOT : 0006300045

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté LA GREE 44660 FERCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée de manière inopinée dans le cadre de la thématique acceptation des déchets inertes. Le site était fermé à l'arrivée de l'inspection à 15h25. Aucun personnel de la société exploitante n'était présent sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- LA GREE 44660 FERCE
- Code AIOT : 0006300045
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière de Fercé est une carrière de roche massive dont la prolongation d'activité a été autorisée par arrêté préfectoral du 06/03/2015. La production moyenne autorisée est de 100 000 tonnes par an et la production maximale autorisée est de 150 000 tonnes par an. L'exploitation se fait par campagnes à l'aide d'une installation mobile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- acceptation des déchets inertes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 06/03/2015, article 2.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le portail d'entrée du site était fermé lors de l'arrivée de l'inspecteur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2015, article 2.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Accès et circulation sur le site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'accès à l'exploitation est interdit au public. Pour cela, le périmètre en exploitation est solidement clôturé et les accès sont fermés par des portails. Les personnes étrangères n'ont pas un libre accès aux installations et doivent être autorisées avant de pénétrer sur le site.</p> <p>Durant les heures d'activité, les accès sont contrôlés et l'exploitant a la connaissance permanente des personnes présentes sur le site. En dehors des périodes d'exploitation, ces accès sont matériellement interdits.</p> <p>Ces interdictions et les risques liés à la carrière sont signifiés par des panneaux implantés en nombre et aux endroits appropriés. [...]</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'accès au site était fermé au moyen d'un portail fermé par une chaîne et un cadenas. La partie droite immédiate du portail est renforcée pour limiter les risques d'intrusion.</p> <p>Un panneau est apposé sur le portail indiquant : - que l'accès est interdit ; - les dangers présents sur la carrière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet